

## Des prisonniers palestiniens lancent le boycott des tribunaux militaires israéliens

### Description

Le 4 janvier 2022, par Zena Al Tahhan

Des centaines de prisonniers palestiniens en détention administrative annoncent un boycott tandis qu'un prisonnier en grève de la faim est face à une mort « imminente ».



Des Palestiniens brandissent les photos de Hicham Abu Hawash, un Palestinien en détention administrative actuellement en grève de la faim, lors d'une manifestation dans le village de Dura, près de la ville de Hebron en Cisjordanie [File: EPA-EFE/Abed Al Hashlamon]]

Ramallah, Cisjordanie occupée : des prisonniers palestiniens détenus sans procès ni accusation ont lancé un boycott des tribunaux militaires israéliens en Cisjordanie occupée, tandis que des groupes de prisonniers avertissent qu'un détenu en grève de la faim est en « danger de mort imminente ».

Un nouveau pas a été franchi, appuyé par les partis politiques palestiniens, par 500 prisonniers appelés détenus administratifs qui ont entamé la nouvelle année en refusant de paraître aux audiences du tribunal. Le boycott inclut les audiences préliminaires sanctionnées par les ordonnances de détention administrative, ainsi que les audiences en appel et celles ultérieures devant la Cour Suprême.

Sous le slogan « Nous nous prononçons pour la liberté, non la détention administrative », les détenus administratifs ont déclaré que leur mouvement s'inscrit dans la continuation des efforts de longue date des Palestiniens pour « mettre fin à la détention administrative injuste pratiquée contre notre peuple par les forces d'occupation ».

Ils ont aussi noté que l'usage de cette politique par Israël est développé au cours des dernières années jusqu'à y inclure des femmes, des enfants et des personnes âgées.

« Les tribunaux militaires israéliens sont un élément important pour l'occupation dans son système d'oppression » ont dit les prisonniers, décrivant les tribunaux comme « un outil barbare, raciste qui a consommé des centaines d'années de vie de notre peuple sous la bannière de la détention administrative, au moyen de tribunaux symboliques et fictifs dont les résultats sont prédéterminés par le commandant militaire de la région ».

### 141 jours de grève de la faim

Le boycott se produit alors que la santé de Hisham Abu Hawash à son 141<sup>ème</sup> jour de grève de la faim mardi, en signe de protestation contre sa détention administrative depuis octobre 2020 [continue à se détériorer gravement](#)

L'homme de 40 ans est le dernier en date d'une [série de prisonniers](#) qui, dans les derniers mois, ont refusé la nourriture et l'eau pour réclamer leur liberté. Nombre entre eux ont atteint un état critique et ont été hospitalisés pour de longues périodes jusqu'à ce que les autorités israéliennes acceptent de les libérer à une date fixée.

« Ce qui a conduit les prisonniers à faire ce pas (du boycott), c'est l'évolution des grèves de la faim individuelles en particulier celle de Abu Hawwash, et l'obstination des services de renseignement (israéliens) » a dit Al Jazeera Sahar Francis, la dirigeante du groupe de défense des prisonniers de Ramallah, Addameer.

« Cet homme va mourir et tout ce qu'ils ont fait a été de geler l'ordonnance de détention administrative sans aucune garantie sur la date de sa clôture » a-t-elle poursuivi.

Abu Hawwash, père de cinq enfants, habitant du village de Dura proche de Hebron, est face à un « danger de mort imminente du fait d'une déficience en potassium et d'arythmie » [ont déclaré](#) dimanche les Médecins pour les Droits Humains (PHRI).

« Le recours à la détention administrative et aux hôpitaux comme centres de détention doit cesser » a ajouté le groupe.

Des représentants officiels de la Commission de l'Autorité Palestinienne (AP) chargée des Affaires concernant les prisonniers a dit lundi que Abu Hawwash était dans un état ressemblant à

une « mort clinique », car il perd conscience par moments. La Commission a dit que les médecins de l'hôpital israélien où il est détenu ont évoqué la possibilité d'une mort soudaine, ou d'attaques cardiaques dont les conséquences seraient graves.

La détention administrative est une politique israélienne qui permet de détenu des prisonniers sans accusation ni procès pour un temps indéfini, sur la base de « preuves secrètes » que ni le prisonnier ni son avocat n'ont le droit de voir. Au moins quatre enfants palestiniens sont détenus dans ces conditions.

Des groupes de défense des droits [décrivent](#) le recours à cette pratique par Israël comme « systématique et arbitraire » et comme forme de punition collective, remarquant que son usage extensif constitue une violation du droit international « en particulier concernant les principes internationalement reconnus d'un procès équitable ».

« La détention administrative est régulièrement employée comme mesure coercitive et de représailles visant des militants palestiniens, des membres de la société civile, des étudiants, des ex prisonniers et des membres de leurs familles », dit Addameer.

## ISRAEL/PALESTINE

# Palestinians held in Israeli prisons

There are **currently 4,550 Palestinians** held in Israeli prisons in Israel and the occupied Palestinian territories. Palestinians view them as political prisoners attempting to end **Israel's illegal occupation**.

### Israeli prisons and detention centres



# 4,550

Total number of political prisoners held in Israeli prisons

# 500

Administrative detainees (held without charge or trial)

# 170

Child prisoners

# 32

Female prisoners

# 544

Serving life sentences

# 499

Serving a sentence of more than 20 years



Source: Addameer.org | December 6, 2021

@AJLabs AL

*Il y a actuellement 4 550 prisonniers palestiniens dans les prisons d'Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Les Palestiniens se considèrent comme des prisonniers politiques qui tentent de mettre fin à l'occupation illégale par Israël. (Al Jazeera)*

### Augmentation de la détention administrative

---

En novembre, le prisonnier Kayed Fasfouys en détention administrative a mis fin à ses 131 jours de grève de la faim après un accord des autorités israéliennes pour le [libérer](#) deux semaines plus tard. Plusieurs autres prisonniers, dont Miqdal al-Qawasmi et Alaa al-Araj, ont accepté de cesser leur grève de la faim après avoir reçu l'assurance d'une date de libération.

D'après Francis, alors que les grèves de la faim individuelles ont abouti à des solutions individuelles, « elles n'obtiennent pas de résultats au niveau collectif » elles n'ont pas d'impact sur la politique en tant que politique » ce qui a poussé les prisonniers à prendre la décision du boycott.

Les groupes de défense des droits ont noté une hausse spectaculaire dans le recours par Israël à la détention administrative en 2021.

Les autorités israéliennes ont pris plus de 1 500 ordres de détention administrative l'an dernier selon un [rapport annuel commun](#) des groupes de prisonniers palestiniens publié dimanche, en comparaison d'un nombre généralement supérieur à [1 100 ordres en 2020](#).

Quelque 200 ordres ont été pris rien qu'en mai, lors des manifestations palestiniennes largement répandues contre les efforts de déplacement forcés des habitants du quartier palestinien de Sheikh Jarrah dans Jérusalem Est occupée et les onze jours de bombardement de la bande de Gaza assiégée.

« Les tribunaux militaires sont une farce. Les décisions des tribunaux militaires en particulier en ce qui concerne la détention administrative » sont une simple restitution des décisions des services de renseignement » a dit Al-Jazeera Amany Sarahneh, un porte-parole du groupe de veille de la Société des Prisonniers Palestiniens (PPS).

« Dans la grande majorité des ordres de détention administrative, l'ordre est maintenu et renouvelé », a-t-elle poursuivi.

À propos du boycott, Sarahneh a dit que le refus d'assister aux audiences « est partie intégrante de l'opposition à l'occupation » et que « ce sera humiliant » pour les tribunaux israéliens.

« En tant qu'organisations, nous pensons que cette étape est extrêmement importante en mettant à bas l'idée de reconnaître et de légitimer ces tribunaux fictifs » a-t-elle ajouté, notant qu'un boycott semblable des tribunaux militaires en 1997 avait conduit à une diminution du nombre de détentions administratives.

Francis a dit qu'il « est nécessaire qu'il y ait une application collective de la décision » pour qu'une telle avancée réussisse. « Les prisonniers doivent être très patients » l'impact ne se fera pas sentir simplement en une ou deux semaines ».

Elle a dit qu'elle s'attendait à ce que les tribunaux militaires « attirent les prisonniers vers les audiences en leur proposant des réductions de peines » pour montrer qu'ils interviennent et prennent des décisions positives ».

« Nous espérons un impact sur cette politique de faison générale. Personne ne s'attend à ce qu'Israël mette fin à cette politique » mais il est nécessaire qu'il y ait au moins des normes claires sur cet usage » a poursuivi Francis.

Elle a dit que les organisations locales et internationales auront un rôle clef en créant une pression sur Israël afin de restreindre le recours à cette pratique.

La question des prisonniers palestiniens a suscité un renouvelé attention depuis que six prisonniers [se sont échappés](#) de la prison israélienne de Gilboa en septembre avant d'être repris.

L'évasion de la prison a été largement célébrée comme une victoire par les Palestiniens, dont la plupart considèrent les détenus dans les prisons israéliennes dont le nombre atteint 4 550 Palestiniens dont 70 enfants comme des prisonniers politiques qui sont en détention à cause de l'occupation militaire israélienne ou de leur résistance contre elle.

Depuis cette évasion, les prisons israéliennes ont été le théâtre de tensions accentuées et de [politiques de punition collective](#) imposées aux prisonniers palestiniens, en particulier aux membres du parti du Jihad Islamique Palestinien (JIP), auquel appartiennent cinq des six prisonniers qui se sont évadés, et aux prisonniers affiliés au Hamas, plus récemment.

Le mois dernier, [les autorités pénitentiaires israéliennes ont fait des descentes dans les cellules](#) de femmes emprisonnées dans la prison de Damon, plusieurs ont été battues, après plusieurs refus de sortir dans le froid lors d'une fouille de cellule, selon Addameer, qui a [dénoncé](#) le « traitement inhumain et la punition collective » imposés aux prisonnières.

Peu après, une prisonnière affiliée au Hamas a poignardé au visage, avec une arme improvisée, un agent de la prison israélienne de Nafha, le blessant légèrement. Le Hamas a déclaré que l'incident « était une réponse naturelle à l'escalade » à laquelle sont confrontées les prisonnières.

Quelque 80 prisonnières de la section du Hamas de la prison de Nafha furent ensuite menottées, forcées à rester dehors dans le froid pendant des heures et gravement frappées. La prisonnière qui avait fait cette attaque a été hospitalisée avec trois autres détenues, avant d'être ramenées dans leurs cellules, a dit le groupe.

Nombre d'entre elles ont été placées à l'isolement, tandis que d'autres se sont vu confisquer leurs affaires personnelles, ont eu des amendes et ont été interdites de cantiner et de recevoir des visites familiales.

Source : [Al Jazeera](#)

Traduction : SF pour l'Agence Média Palestine

**date créée**  
2022/01/06